

En effet, mon honorable collègue se rappellera du service exemplaire des Forces canadiennes durant la crise d'Oka et la guerre du Golfe. De plus, je suis certain que mon honorable collègue est au courant du rôle de pacificateur que le Canada continue à jouer dans les différents endroits à travers le monde.

[Traduction]

L'ENVIRONNEMENT

Mme Dawn Black (New Westminster—Burnaby): Monsieur le Président, comme le savent les députés, le fleuve Fraser est l'un des plus importants affluents au Canada. Il a joué un rôle de premier plan dans le développement de la Colombie-Britannique et ses eaux sont essentielles aux pêches, à l'industrie, à l'agriculture et aux loisirs.

Des décennies d'abus ont laissé le fleuve Fraser dans un piteux état. Nous y déversons des eaux usées non-traitées, des produits chimiques toxiques et à peu près tous les déchets existants.

Il suffit de jeter un coup d'oeil sur le fleuve pour constater son état précaire. Quand on voit le taux de concentration de toxines dans les eaux du fleuve, on se rend compte qu'il faut agir immédiatement.

Heureusement, il existe des solutions pour éviter de polluer le fleuve Fraser. Malheureusement, le gouvernement n'a pas la volonté politique qu'il faut pour agir.

Le gouvernement a annoncé à grand fracas qu'il allait nettoyer le fleuve Fraser. Je serais vraiment prêt à appuyer les efforts du gouvernement si ce n'était qu'il essaie de nous en faire accroire.

Le Plan vert du gouvernement prévoit 100 millions de dollars pour le nettoyage du fleuve Fraser. Le gouvernement nous a laissés sous l'impression que les fonds seraient investis immédiatement dans la lutte contre la pollution du fleuve, mais ce n'est pas le cas. Les dépenses s'échelonnent sur six ans, de sorte qu'une petite partie seulement des fonds seront affectés chaque année au nettoyage du fleuve Fraser.

D'autre part, on ne nous a donné aucune précision; aucun objectif n'a été fixé, ni aucun échéancier établi. Il est impossible de mesurer l'efficacité du plan.

Quand aurons-nous véritablement un plan capable de mettre un frein à la pollution du fleuve Fraser? Personne ne le sait. Quand y aura-t-il un plan permettant de retirer les toxines qui se trouvent dans ces eaux? On l'ignore.

L'ajournement

Le climat de conspiration entourant cette annonce s'est épaissi comme la boue que vous voyez flotter à la surface du fleuve parce que le gouvernement déclare des platitudes semblables à celles qu'on trouve dans son Plan vert et renonce en même temps à des promesses environnementales nécessaires en choisissant de faire déverser de la terre toxique près de l'embouchure du fleuve.

Comme les députés le savent, de la terre toxique provenant de l'ancien emplacement de l'Exposition internationale de Vancouver sera malheureusement déversée à Richmond, en Colombie-Britannique. Le public n'a pas été informé de ce déversement même si celui-ci risque de porter atteinte aux terres agricoles et aux pêcheries avoisinantes.

Lors de la période de questions, j'ai demandé au ministre de l'Environnement de démontrer aux résidents de la Colombie-Britannique que l'environnement lui tient vraiment à coeur. Il aurait dû faire cesser ce déversement de terre toxique et annoncer qu'une évaluation des incidences environnementales sera entreprise conformément aux lignes directrices en vigueur. Il aurait ainsi signifié qu'il a vraiment l'intention de faire preuve de leadership dans le domaine de la protection de l'environnement. Il a refusé.

Le gouvernement peut certainement voir l'absurdité qu'il y a à promettre le nettoyage d'un fleuve et à appuyer en même temps l'idée d'une décharge de matières toxiques sur les terres fédérales situées près des rives de ce fleuve.

Le ministre peut-il garantir que ce dépotoir ne sera pas aménagé? Malheureusement, le gouvernement est également coupable de mauvaise foi, s'étant dégagé de son obligation envers le Debris Control Board, l'organisme chargé d'enlever les débris du fleuve Fraser. Cet organisme est si efficace qu'il peut récupérer chaque année assez de terre pour remplir trois terrains de football d'une couche d'un mètre d'épaisseur.

Qu'a fait le gouvernement pour remplir cette promesse de longue date? Il s'y est dérobé. Non seulement il n'a pas contribué la moitié de sa part le 1^{er} avril, mais il annonce maintenant que, d'ici 10 mois, il se retirera complètement du programme de contrôle des débris.

Quelqu'un peut-il expliquer ce revirement radical et cette hypocrisie flagrante? Quelqu'un ayant un brin de bon sens peut-il comprendre ces gestes du gouvernement?

Le gouvernement sait que son Plan vert a été une grosse déception. Il sait que ses belles paroles qui ne se concrétisent jamais ont gravement nui à la crédibilité de son plan environnemental.